

# ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Politiques et actions culturelles au Liban : quels enjeux en terme de coopération culturelle ?

2/2 De l'importance de la coopération culturelle

Par Lucie Godeau, chargée de mission, Association Marcel Hicter

6 décembre 2017

# Politiques et actions culturelles au Liban : quels enjeux en terme de coopération culturelle ?

## 2/2 De l'importance de la coopération culturelle

Par Lucie Godeau, chargée de mission, Association Marcel Hicter

### Coopération culturelle et développement du champ culturel libanais

Au Liban, si l'Etat demeure peu impliqué dans la garantie des conditions essentielles pour le développement d'une action publique durable en matière culturelle<sup>1</sup>, les acteurs de la société civile, les Instituts culturels internationaux, les institutions internationales (UE, UNESCO) et bien d'autres acteurs privés, se mobilisent en vue de renforcer le champ culturel libanais, comme nous avons pu le présenter précédemment.

Quelle place occupe la coopération culturelle dans ce contexte et quels enjeux comprend-elle ?

Pour y répondre, il est indispensable d'établir une précision.

Bien qu'on assiste à une sorte de consensus global quant à son usage et à sa compréhension, le terme « coopération » reste difficile à cerner ; la coopération recouvrant une série de réalités différentes. Il est donc nécessaire de garder en tête que les actions de coopération peuvent être portées par divers types d'acteurs : en tant qu'acteurs agissant au sein d'une structure politique/administrative mais aussi à titre individuel ou en tant qu'acteur agissant au sein d'une organisation culturelle/d'une association citoyenne.

Au Liban, un grand nombre de projets de coopération culturelle sont menés dans une visée diplomatique.

Au niveau régional, trois organismes interviennent en matière de coopération culturelle au sein des pays arabes : L'Organisation Arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALECSO) ; l'Organisation Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) ; l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (UNESCO). Cependant, la situation politique et économique que connaît l'ensemble de la région actuellement freine le développement d'actions fortes de coopération.

Au niveau international, ce sont les Instituts culturels des pays européens, comme l'Institut Français, le British Council, l'Institut Cervantes ou encore le Goethe Institute qui sont les plus actives en matière culturelle au Liban.

L'Union européenne développe également des stratégies plaçant la culture au cœur de ses relations internationales. Cela prend forme au travers des programmes qui permettent le financement de divers projets artistiques et culturels, présentés précédemment.<sup>2</sup>

Si l'investissement des Centres culturels européens comble en partie le vide créé par le ministère de la Culture ou l'Etat libanais en termes d'offre culturelle mais aussi de gestion culturelle et de formation, force est de constater qu'un certain nombre de critiques sont formulées à leur rencontre. Notamment, le fait que les projets bénéficiant de subventions de la part de ces structures se soumettent à des logiques d'offre et de demande. Les projets financés doivent souvent répondre à des attentes précises en termes de création, de thématiques, de médiums artistiques et ne sont pas sans conséquences sur la vie artistique libanaise.<sup>3</sup> Est également relevé une certaine forme de clientélisme dans la sélection des projets à soutenir, qui engendre par ailleurs des déséquilibres entre l'offre culturelle en milieu urbain et l'offre culturelle en milieu rural –la majorité des projets soutenus étant développés à Beyrouth.

Des critiques ont également été formulées concernant les différents programmes développés par l'UE.

Le rapport rédigé par le service des affaires extérieures de l'Union Européenne suite au processus d'auto-évaluation des actions de diplomatie culturelle menées au Liban<sup>4</sup>, révèle que les participants affirment que les gouvernements et les institutions européennes poursuivent des objectifs et des intérêts politiques à travers le travail culturel dans leur pays.

Suite à quoi ils déclarent vouloir davantage entendre parler d'échange culturel, de coopération, de co-création, remplaçant ainsi le concept de diplomatie culturelle ou de politique culturelle étrangère. En d'autres termes, la majorité des professionnels de la culture aimerait être perçue comme des partenaires égaux par leurs homologues européens de l'UE.

Sont également remises en question les procédures de financement souvent lourdes, très formatées et ne laissant pratiquement pas de place à la libre expression des projets proposés.

En effet, si la principale condition d'obtention de subsides est souvent d'avoir au moins un partenaire européen, l'intérêt varie en fonction des priorités actuelles de l'UE. Les acteurs locaux ayant de ce fait l'impression que les projets sont prédéfinis, excluant ainsi de facto certaines parties prenantes qui auraient des besoins spécifiques. Certains vont même jusqu'à dire que l'UE est déconnectée des réalités libanaises et pas vraiment intéressée par ce que font réellement les opérateurs culturels du pays.

Bien que l'idéologie justifiant de telles démarches n'est pas à rejeter et que certains programmes sont pertinents, si la culture représente un des piliers du développement durable, la coopération culturelle ne peut pas prendre forme uniquement dans le cadre de programmes de diplomatie culturelle. Les actions de coopération culturelle, détachées d'enjeux diplomatiques doivent être davantage encouragées voire créées.

Notre rencontre avec deux acteurs de la société civile libanaise, développant des projets artistiques et culturels dans des camps de réfugiés mais aussi dans différentes villes au Sud du Liban servira de base pour illustrer nos propos.

Des acteurs de la société civile se mobilisant pour la défense de l'art et de la culture

#### Brève description des activités menées

Passionnée de théâtre et convaincue de ses apports en contexte de crise, Sophie Ramløv profite de son séjour à Beyrouth, en 2016, dans le cadre d'une recherche en anthropologie menée pour l'Université de Copenhague pour développer des activités au sein des camps de réfugiés palestiniens. Accompagnée d'une amie palestinienne ayant des connaissances sur place, elle a l'occasion de se rendre dans un camp à proximité de Beyrouth pour un premier contact. Par la suite, elle s'y rendra seule, rencontrera un groupe de femmes et démarrera des ateliers de théâtre.

Les femmes n'ont jamais été amenées à s'exprimer de la sorte ; certaines n'ont aucune conscience de leur corps. Comment penser le théâtre dans un tel contexte pour que celui-ci soit source d'émancipation ? Il n'y a aucune recette miracle, aucune fiche technique ; rien n'est structuré, tout prend forme au jour le jour car tout est encore à construire. Finalement, des représentations publiques seront organisées au sein du camp ; une occasion unique pour ces femmes d'extérioriser leur histoire et les émotions qui en découlent à travers cet art.

Après avoir réalisé des études de théâtre à Beyrouth et avoir accompli un certain nombre de projets artistiques sur place, Kassem Istanbouli décide, en 2008, de retourner s'installer dans sa région d'origine – à Tyr, afin d'y développer des projets artistiques et culturels. Il crée l'« Istanbouli Theater » et aborde la réalité sociale et politique du pays au travers des œuvres qu'il crée.

Grâce à son esprit d'entreprendre et à sa facilité à aller à la rencontre des gens dans la rue, il parvient à convaincre un certain nombre d'habitants de l'importance des activités culturelles. Les projets proposés à l'« Istanbouli Theater » prennent de l'ampleur.

Ainsi, il décide de rénover le Cinéma Hamra de Tyr, datant de 1952 – fermé depuis 1988. Y seront par la suite organisés : un festival de théâtre, grande première pour cette région du Sud du Liban, un festival de cinéma, un festival de musique, un carnaval, etc. Deux ans plus tard, le propriétaire du

bâtiment décide de récupérer les lieux, en vue d'une potentielle revente. Jusqu'à aujourd'hui les lieux restent inoccupés. Ce qui est le reflet d'une répression envers toute activité qui amènerait les gens à réfléchir et non pas d'une incapacité à trouver un acheteur.

Deux autres cinémas abandonnés seront restaurés en vue d'en faire des espaces culturels : le Cinema Stars, dans la ville de Nabatieh et le Cinema Rivoli, de Tyr. Les actions culturelles se multiplient ; celles-ci s'inscrivant à la fois dans une logique de démocratisation de la culture et de démocratie culturelle.

En 2015, la « Tiro Association for Arts » est créée et officialise tout le travail mené jusque là. Toutes ces actions sont rendues possibles grâce au soutien d'un grand nombre de bénévoles, de la région mais aussi étrangers –comme Sophie Ramløv, rentrée en contact avec Kassem lors d'un Festival de cinéma en Irak peu de temps avant son arrivée à Beyrouth. Les soutiens financiers sont faibles et se jouent au cas par cas : fondations internationales, mécènes et banques offrent ponctuellement un soutien financier.

« Nous devons constamment faire pression sur les banques mais aussi sur les ambassades pour qu'elles soutiennent nos projets. Quand vous soumettez des projets à développer dans le sud, elles acceptent rarement. Elles supportent majoritairement des activités à Beyrouth. »<sup>5</sup>

Quelles sont les motivations justifiant un tel investissement de la part de ces acteurs de la société civile ?

### Culture et identité

Comme expliqué précédemment, le Liban a une histoire complexe, ayant inévitablement des répercussions sur l'identité du pays. Quelques décennies après la formation de l'État (1920) et trente ans après son indépendance (1943), le système politique partageant le pouvoir entre chefs de communauté, n'a pas mené à une réelle souveraineté étatique. L'appartenance nationale restant « concurrencée par les solidarités claniques,

les identités confessionnelles et les intérêts régionaux. Plutôt qu'un système d'équilibre garantissant la paix, le partage communautaire est vécu comme un jeu à somme nulle ».<sup>6</sup>

Par ailleurs, les guerres ayant ravagé le Liban et, plus largement, la région, n'ont pas été sans conséquence sur l'identité nationale du pays. Aujourd'hui, le Liban regroupe un grand nombre de personnes ayant vécu la guerre, sur place ou à l'extérieur.

Le conflit israélo-palestinien de 1948 ayant mené à la création de l'État d'Israël, a engendré le déplacement d'un grand nombre de Palestiniens au Liban. Actuellement, ils sont environ 400 000 à vivre dans des camps répartis dans tout le pays. Ajoutons à ceux-ci les 1,5 millions de Syriens<sup>7</sup>.

Dans la région de Tyr, on compte environ 250 000 Libanais, 45 000 Syriens et 20 000 Palestiniens.<sup>8</sup> Cette cohabitation engendre des tensions, de la xénophobie et d'autres réactions découlant de la peur de l'autre ; ce qui fragilise la stabilité du pays. Dans un tel contexte, les autorités commencent à développer des obstacles à l'installation des réfugiés mais aussi à leur intégration dans la société libanaise.

Ainsi, pour cette partie de la population ayant dû quitter sa terre d'origine comme pour les Libanais ayant vécu la guerre civile, l'art et la culture représentent un moyen de retisser des liens avec leur passé, de transmettre un héritage ou encore de maintenir une certaine forme d'identité.

« Dans le camp, les arts sont une forme de résistance, un travail de mémoire. Les souvenirs traversent les frontières et sont transmis de génération en génération dans les communautés de réfugiés et dans les camps de réfugiés. La mémoire est une dimension du pouvoir politique dans de tels cas. L'art produit dans les camps est fait de souvenirs et il a pour rôle de contribuer à la mémoire sociale et aux aspirations politiques. À certains égards, le camp est un endroit où la population maintient un lien avec la vieille Palestine. Le camp est un lieu où ils héritent d'un sentiment d'identité nationale et de conscience historique. »

« Le camp (un site d'une Palestine alternative et un lieu qui est séparé de la société libanaise traditionnelle) est l'endroit où les activités quotidiennes tournent continuellement autour de la narration et de la reconstruction de l'histoire de leur peuple. Cela se fait à travers de nombreuses activités telles que des événements de commémoration, des événements de danse et de chant et des histoires orales. »<sup>9</sup>

De plus, défendre le développement de l'art et de la culture dans toutes les régions du pays est, dans un tel contexte, le meilleur moyen pour que les différentes populations puissent s'ouvrir les unes aux autres, tenter de se construire une base d'identité commune et d'améliorer la cohésion sociale. La culture représente donc un « moyen de construire une 'marque nationale', œuvrant à la création d'une identité ethnique ou nationale »<sup>10</sup>.

« Le moment où je me sens le plus proche des autres est quand nous sommes assis face à une pièce ou un film et que nous partageons une émotion. Dans ce moment unique, nous partageons un langage universel. L'amour, la beauté, la douleur, ne demandent aucune traduction. »<sup>11</sup>

#### Culture comme vecteur d'émancipation en contexte de crise

Les activités artistiques comme le théâtre ou la danse permettent de se libérer des souffrances liées à l'exil et/ou à la guerre et à la vie dans le camp. Elles permettent de reconnecter avec le corps. Pour des personnes n'ayant jamais été amenées à pratiquer une activité artistique, cela représente un réel vecteur d'émancipation.

Les arts et la culture sont également considérés comme le meilleur moyen pour garantir aux jeunes une plus grande ouverture d'esprit. Les quinze années de guerre civile ont profondément bouleversé la vie culturelle du pays, engendrant le départ de beaucoup d'artistes et la fermeture d'un grand nombre de lieux culturels (surtout en milieu rural) ; faisant disparaître la culture du quotidien d'une grande majorité de la population.

Durant les années 1970, la distinction entre hommes

en armes et civils était quasi-inexistante et près d'un Libanais de sexe masculin sur trente était engagé dans une milice à un moment ou un autre de la guerre civile.<sup>12</sup> Si aujourd'hui, la situation est légèrement moins alarmante, le phénomène reste néanmoins inscrit dans les mentalités et reste de l'ordre de la normalité. Proposer des activités culturelles, apolitiques, est considéré comme un moyen de rendre les jeunes hommes moins susceptibles de partir au combat.

« Mon but est de créer une culture de la vie qui remplacerait la culture de la mort dans laquelle beaucoup sont plongés »<sup>13</sup>

Ainsi, si l'objectif en soi n'est pas de parler de politique, les activités proposées ont une profonde dimension politique, au sens noble<sup>14</sup> du terme. Il s'agit de proposer un autre modèle de vivre-ensemble, une autre vision de la cité sans se revendiquer d'un parti ou d'une communauté particulière ; il s'agit de travailler sur l'image de l'artiste et sur l'image de la culture de manière générale, qui sont aujourd'hui encore, assez négatives ; il s'agit de créer des espaces publics où, à travers des activités culturelles, serait garanti « un espace de liberté et de créativité, qui n'hésite pas à provoquer le débat sur des questions sociales et politiques ».

Pour un regard alliant critique et actions positives sur les pratiques de coopération culturelle

Un constat ressort de cette rencontre : le caractère peu formalisé des actions menées ; gage de liberté pour Kassem Instanbouli, bien que n'étant pas sans contrainte. Selon lui, cette liberté est indispensable compte tenu du contexte actuel du champ culturel libanais.

« Il s'agit de partir de la base. Le rapport à la culture est tellement fragile pour l'instant qu'arriver avec des grands concepts n'est pas la priorité. La priorité est dans un premier temps de sensibiliser les gens à l'art, de leur faire prendre conscience du plaisir qu'on peut retirer en regardant un film, peut importe lequel. Il faut aussi qu'ils puissent pratiquer eux-mêmes, surtout les

jeunes. Alors oui, on améliore le vivre-ensemble et d'autres aspects valorisés dans les appels à projets des ONG ou des institutions européennes, mais nous ne pensons pas forcément nos actions en ayant ces objectifs pour prioritaires. »<sup>15</sup>

Face à de tels propos, nous insistons sur le fait que si la culture représente réellement le 4<sup>e</sup> pilier du développement durable<sup>16</sup>, il est urgent de penser des programmes de coopération culturelle accordant davantage de poids aux acteurs locaux dans la construction des projets en vue de mieux tenir compte des réalités de terrain et de développer des programmes durables.

Dans cette logique, les appels à candidature doivent également être questionnés, ceux-ci comprenant une forte dimension élitiste. En effet, pour la plupart des projets, les participants doivent avoir plusieurs années d'expérience dans le domaine culturel et une excellente maîtrise de l'anglais. Comment garantir la participation d'acteurs menant des activités peu professionnalisées, mais indispensables dans le contexte actuel d'un village libanais ? Comment garantir la participation d'acteurs n'ayant pas une totale maîtrise de l'anglais voire, aucune connaissance ?

Il est également important de soutenir les partenariats solides construits par des artistes ou des organisations culturelles, directement avec leurs homologues résidants dans d'autres parties du monde, souvent grâce à des fonds privés.

A titre d'exemple, la « Tiro Association for Arts », développe ses actions en nouant des partenariats avec d'autres opérateurs culturels/artistes à travers le monde. Des actions de coopération prendront probablement forme dans les mois à venir avec l'organisation culturelle bruxelloise « Cinéma Nova » membre du réseau européen de cinémas indépendants « Kino Climate ». <sup>17</sup> Une rencontre autour de la coopération internationale aura lieu au mois de décembre 2017 à Bruxelles et sera l'occasion de réfléchir à des modes d'actions de coopération. Dans un pays comme le nôtre faisant face à des coupes budgétaires, paralysant certains acteurs dans le développement de leurs actions culturelles, la coopération vient nous rappeler que personne n'est à l'optimum mais que chacun développe ses forces

au travers de son expérience. Il y a là matière à creuser en termes de coopération culturelle bénéfique à toutes les parties prenantes.

Il faut notamment questionner le rôle que peut jouer la diaspora libanaise dans la situation.

Enrichis d'une expérience à l'étranger, porteurs de diversité et d'ouverture, les membres des diasporas constituent un facteur d'enrichissement pour leur pays d'origine. La volonté de faire connaître et de valoriser la culture libanaise à l'étranger se développe : on constate un nombre croissant d'associations libanaises à l'étranger ainsi qu'un intérêt pour les artistes libanais auprès des publics locaux. Par ailleurs, une grande part du PIB libanais provient de transferts d'argent des membres de la diaspora (12 millions de personnes, soit trois fois la population libanaise). Il est donc intéressant de questionner la possibilité de renforcer les mécanismes de levée de fonds en vue du financement de telles initiatives – tel que le mode financement flexible de l'AFAC, mentionné précédemment, ou le crowdfunding. Ce qui permettrait potentiellement par ailleurs d'encourager la coopération Sud-Sud, une grande partie de la diaspora libanaise résidant en Afrique et en Amérique Latine. En la matière, les médias ont une grande place à occuper.

Nous pensons également aux programmes de formation tels que la « Formation en gestion culturelle et assistance technique dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) »<sup>18</sup>, mise en place par l'équipe de l'Association Marcel Hicter. Cette formation a reçu une très bonne évaluation. Les participants ont mentionné des méthodes d'apprentissage interactives, l'acquisition de nouvelles compétences, des informations et connaissances et la constitution d'un réseau de partenaires enrichissants. Les points à développer concernant la réalisation d'un meilleur équilibre entre l'Europe et cette région.

Nous pouvons donc dire que, malgré la situation extrêmement complexe et difficile du Liban, le fort dynamisme de la société civile et d'opérateurs culturels libanais permet à ce pays de garder une vie culturelle fragile mais, malgré tout, très vivante.

La coopération culturelle représente, elle, une bouffée d'air, des ressources indispensables et un enrichissement mutuel.

## Bibliographie

Corm Georges, Quelle politique culturelle pour recréer le tissu social et politique du Liban ? ; (en ligne) : <http://www.karimbitar.org/corm/>; dernière consultation le 15 novembre 2017

Rouxel Mathilde, Politiques et stratégies culturelles dans le monde arabe ; (en ligne) : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Politiques-et-strategies.html>; dernière consultation le 15 novembre 2017

Haddad Emmanuel, 2017. Le Liban se tourne vers sa diaspora ; (en ligne) : <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Le-Liban-tourne-vers-diaspora-2017-06-13-1200854568>; dernière consultation le 15 novembre 2017

European Commission, Report on EU-LEBANON relations in the framework of the revised ENP ; (en ligne): [https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/joint\\_staff\\_working\\_paper\\_en.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/joint_staff_working_paper_en.pdf); dernière consultation le 15 novembre 2017

Research and country report, Preparatory Action « Culture in EU External Relation » ; (en ligne): <http://www.cultureinexternalrelations.eu/2014/03/26/lebanon-report/>; dernière consultation le 15 novembre 2017

Dragicevic-Sesic Milena, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Concepts et développement des politiques culturelles ; (en ligne) : [http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD\\_politcult\\_arabe\\_1.pdf](http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD_politcult_arabe_1.pdf) ; dernière consultation le 15 novembre 2017

Dragicevic-Sesic Milena, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Acteurs culturels émergents et diversité des populations ; (en ligne) : [http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD\\_politcult\\_arabe\\_1.pdf](http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD_politcult_arabe_1.pdf) ; dernière consultation le 20 novembre 2017

CGLU, 2010. La culture : 4e pilier du développement durable. (en ligne) : [http://www.agenda21culture.net/sites/default/files/files/documents/fr/zz\\_culture4pilierdd\\_fra.pdf](http://www.agenda21culture.net/sites/default/files/files/documents/fr/zz_culture4pilierdd_fra.pdf) ; dernière consultation le 22 novembre 2017

Al Kubaisi Rula ; Technical Assistance Unit of Med Culture Programme for the promotion of culture as vector of Human, Social and Economic Development in South Mediterranean Countries : Lebanon Country Report ; (en ligne) : <http://www.medculture.eu/sites/default/files/leb-gt-en-report-new-template.pdf>; dernière consultation le 22 novembre 2017

Agenda culturel, 2016. Le monde culturel Libanais à l'horizon 2020 : Etat des lieux ; (en ligne) : <http://www.agendaculturel.com/Library/Files/pdfs/2017/1.LeMondeCultureLibanais2020-Etat%20des%20lieux.pdf>; dernière consultation le 15 novembre 2017

Dragicevic-Sesic Milena, 2017. Formation en gestion culturelle et assistance technique dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) : Calendriers politique et de diplomatie culturelle. Histoire, culture, éducation et recherche dans la région ; (en ligne) : [http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/milena\\_gestion\\_art\\_1.pdf](http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/milena_gestion_art_1.pdf) ; dernière consultation le 28 novembre 2017

Dragicevic-Sesic Milena, 2017. Formation en gestion culturelle et assistance technique dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) : Calendriers politique et de diplomatie culturelle. Situation de la formation culturelle et coopération internationale ; (en ligne) : [http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/milena\\_gestion\\_art\\_2.pdf](http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/milena_gestion_art_2.pdf)

1 Dragicevic-Sesic, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Concepts et développement des politiques culturelles.

2 Cfr. première partie de cette analyse pour plus de détails sur ces programmes.

3 L'Agenda culturel, 2016. Le monde culturel Libanais à l'horizon 2020 : Etat des lieux.

4 Research and country report, Preparatory Action « Culture in EU External Relation ».

5 Extrait interview Kassem Instanbouli

6 Mehadji Meriem, 2014. Les politiques culturelles et le processus de développement dans le monde arabe : Analyse d'une sélection d'indicateurs.

7 Le Liban accueille également 40 000 réfugiés irakiens et 32 000 réfugiés palestiniens en provenance de Syrie.

8 La Croix (article de journal), 2016. Les Libanais face au défi des réfugiés syriens.

9 Extrait interview Sophie Ramløv

10 Dragicevic-Sesic Milena, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Concepts et développement des politiques culturelles.

11 Extrait interview Kassem Instanbouli

12 Mehadji Meriem, 2014. Les politiques culturelles et le processus de développement dans le monde arabe : Analyse d'une sélection d'indicateurs.

13 Extrait interview Kassem Instanbouli

14 C'est-à-dire non partisan.

15 Extrait interview Kassem Instanbouli

16 1987. La notion de développement durable fait l'objet d'une définition officielle, dans le rapport Brundtland de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Cette définition est pensée autour de trois piliers. Il s'agit d'un développement viable sur du long terme, tant au niveau économique qu'au niveau social et environnemental. Mais est-ce qu'à elles seules ces dimensions reflètent la complexité de nos sociétés actuelles ? Et s'il manquait quelque chose à la définition du développement durable ?

Plus de vingt ans après la définition formulée dans le rapport « Notre avenir à tous », ces questions furent amenées par un certain nombre d'experts (UNESCO, chercheurs, etc.) et aboutirent à l'introduction d'un quatrième pilier : la culture ; argumentant que celle-ci influence ce que nous entendons par « développement ». Ce quatrième pilier étant considéré comme transversal et complémentaire aux trois autres dimensions du développement. Cette position est encore renforcée lors

du troisième Congrès mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) en 2010, qui a mené à l'adoption du document "La Culture: Quatrième Pilier du Développement Durable".

17 Kino Climates est un réseau européen de salles de cinéma indépendantes ayant en commun de défendre la liberté et la diversité dans leurs choix de programmation ainsi qu'une démarche d'organisation indépendante.

18 Cette formation s'inscrit dans le cadre de l'« EUNIC MENA project » qui abordait la coopération culturelle, la responsabilisation démocratique, les politiques culturelles et l'économie créative. Elle était financée par EUNIC (European Union National Institutes for Culture) Global.